Le collectif des enseignant·e·s UPE2A, réuni mardi 14 octobre pour une information syndicale organisée par la CGT Educ'action 33, appelle l'ensemble des collègues concerné.e.s par la mise en œuvre de la plateforme EANA à se mobiliser.

La mise en place de cette plateforme pose de nombreux problèmes. Elle illustre :

- le climat d'autoritarisme en cours avec par exemple la loi Rilhac qui tend à faire de la/du direct.rice.eur un.e supérieur.e hiérarchique.
- la dépossession de nos savoir faire :
    - utilisation d'un cadre imposé là où nous disposions de nos propres outils.
    - non prise en compte de notre expertise : intervention dans d'autres académies de CPC dans l'évaluation des élèves, avis de l'IEN pour la scolarisation des élèves EANA, validation du volume horaire de prise en charge par l'IEN ou la/le direct.rice.eur.
- l'ambiguïté de sa vocation :
    - pourquoi devoir la renseigner pour les élèves de maternelle alors que le dispositif UPE2A ne concerne que l'élémentaire ?
    - quelle plus-value par rapport à ONDE (par ailleurs elle aussi critiquable) ?
- la charge de travail croissante et la perte de sens qu'elle implique : la rencontre avec les familles et les échanges avec les collègues sont en eux-mêmes des éléments pertinents et suffisants.
- les difficultés qu'elle engendre en termes de parcours de l'élève : rien ne pourrait être mis en œuvre avant la validation de l'IEN.
- les dangers en termes de libertés et d'utilisation des données pour les familles des élèves EANA.

C'est pourquoi l'ensemble des participant.e.s à la RIS de la CGT Educ'action appelle dans l'immédiat ;

- à la suppression des rubriques problématiques : adresse (à éventuellement remplacer par domiciliation), « Qui parle français ?», « Qui le lit et l'écrit ?».
- à l'adoption d'une formulation unique par l'ensemble des collègues pour certaines rubriques :
    → Scolarité antérieure : « scolarité continue depuis le... », « rupture de scolarité », « rupture importante de scolarité », « ne semble pas avoir été scolarisé.e ».
    → Bilan de l'entretien ; « La famille souhaite des conditions favorables pour les apprentissages de l'enfant ».
- à l'élargissement et à l'amplification de cette opposition en vue d'obtenir la suppression de cette plateforme.

La CGT educ'action 33 portera la mobilisation contre la plateforme EANA, et soutiendra la défense des libertés et droits fondamentaux des enseignant.e.s, des élèves et de leurs familles.

CGT Éduc'Action33 : Bourse du travail, Bureau 101, 44 Cours Aristide Briand 33000 BORDEAUX

Tel : 05 56 91 80 54

Courrier électronique : 33@cgteduc.fr
Internet : www.cgteducaction33.fr
Instagram : CGT Educ'action 33